

## POURQUOI LE FREXIT EST-IL SI URGENT ? par Vincent Brousseau



Dans un récent article, j'ai exposé le scénario de ce que pourrait être la fin de l'euro. C'est ce que j'appelle la [« sortie furtive de l'euro »](#)

Comme la fin de l'euro a un caractère inéluctable, plusieurs lecteurs se sont demandé si un Frexit était bien nécessaire, et s'il ne valait pas mieux attendre tout simplement que la situation se dénoue d'elle-même.

C'est d'ailleurs la position très politicienne de certains partis ou responsables prétendus "souverainistes", qui préfèrent se retrancher derrière l'inéluctabilité de l'autodestruction de l'euro pour ne pas proposer aux Français d'en

## Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~ sortir, tout en critiquant vertement les effets de la monnaie européenne. En maintenant ainsi un flou délibéré sur leur projet vis-à-vis de l'euro, ils espèrent jouer sur tous les tableaux afin de rassembler les électeurs hostiles à l'euro et ceux qui souhaitent y rester.

Cette grosse ficelle politicarde constitue cependant une grave erreur d'analyse.

Car ce que méconnaissent tous ceux qui s'y livrent, c'est que la France a tout intérêt à quitter l'euro le plus tôt possible, sans attendre la fin du processus. J'en avais d'ailleurs déjà parlé.

Le scénario de la sortie furtive prévoit qu'une certaine mesure technique sera adoptée, à l'instigation de l'Allemagne, mesure qui aura pour effet non pas immédiat, mais certain, de conduire au démantèlement de l'euro.

Dans la phase finale du processus, se posera la question du règlement des dettes existant entre les banques centrales qui seront alors membres de la zone euro. Ces dettes, on le rappelle, ont deux origines principales, les dettes Targets et les billets. Dans le cas des gros débiteurs, l'élément Target est prédominant.

Or certaines banques centrales débitrices ne pourront pas régler leur dû, parce qu'il sera trop élevé. Le cas le plus lourd est celui de l'Italie.

Dans un article intitulé fort explicitement [« L'aveu de Mario Draghi montre l'urgence de sortir de l'euro »](#) publié le 31 janvier dernier, j'avais estimé cette prime de sortie de l'Italie à 500 milliards d'euros.

Ce montant phénoménal s'est encore sensiblement accru aux cours des dix mois écoulés depuis la parution de cette analyse. Il s'élève aujourd'hui à quelque 600 milliards d'euros (430 milliards de Targets et 160 milliards de billets), desquels la Banque d'Italie pourrait rembourser (avec un délai) le montant correspondant aux billets en euros qu'elle serait parvenue à échanger contre de nouveaux billets en liras.

En ordre de grandeur, cela laisse une somme de 500 milliards d'euros dus et introuvables.

La Banque d'Italie fera donc défaut pour une somme de cet ordre envers celles des banques centrales qui seront encore dans la zone euro. Ce défaut, à son tour, engendrera une perte qui sera répartie entre ces banques centrales encore dans l'euro au prorata de leur participation à l'Eurosystème.

### **On comprend donc l'extrême urgence à ce que la France sorte de l'euro :**

- **Si la Banque de France est encore membre de l'Eurosystème au moment où la Banque d'Italie fera défaut, elle devra répondre au moins du quart de 500 milliards d'euros, soit quelque 125 milliards d'euros à la charge de la France, et donc des contribuables !**
- **En revanche, si la Banque de France a déjà coupé ses liens avec l'Eurosystème, elle ne devra plus répondre d'un centime et la perte sera partagée entre ceux qui seront encore là.**

Et n'oublions pas qu'il y aura d'autres débiteurs insolubles...

### **Bref, il est de toute nécessité que la France se soit "exfiltrée" de l'eurozone avant la catastrophe.**

**La stratégie qui consisterait à attendre benoîtement la fin de l'euro sans rien faire est donc absolument contraire aux intérêts du peuple français.**

**Il faut au contraire que la France se débrouille pour couper au plus vite les liens avec l'Eurosystème, de manière claire, nette, définitive, et surtout rapide.**

**C'est pourquoi un Frexit est plus que jamais nécessaire – on ne saurait assez en souligner l'urgence.**

**Certes, ce comportement est égoïste, puisqu'il revient à laisser le problème aux autres. Mais un gouvernement français digne de ce nom doit faire passer les intérêts de la République Française en premier.**

Nous ne pourrions pas dire que nous n'avions pas été prévenus.

Vincent BROUSSEAU  
28 octobre 2017

